

Comprendre Pages 2/4

OMC Organisation Mondiale du Commerce en 60 ans de 44 pays à 149 y compris la Chine et l'Arabie Saoudite.

- 1944 - 1994 du GATT à l'OMC
- 1995 - 2006 dix ans d'OMC

Histoire, organisation, mieux comprendre les enjeux d'aujourd'hui : agriculture, bananes, bœuf aux hormones, principe de précaution, subventions, textile, services, médicaments, propriété intellectuelle...

[En savoir plus...](#)

Proposer Page 5

Après la conférence de Hong Kong :

- Le programme du Pcf pour changer vraiment la vie (extraits),
- Commentaires et propositions de
 - Jean Claude Lefort Député Pcf,
 - José Bové altermondialiste
 - CFTD, CFTC, CGT, UNSA
 - ATTAC France

[En savoir plus...](#)

Agir Page 6

OMC : sourde et aveugle aux points de vue des paysans du Monde

Représentants les paysans de France, du Brésil, du Japon, du Canada, des Etats-Unis, d'Afrique, et d'Europe, leurs points de vue sont convergents et se complètent. Ils demandent une autre agriculture pour le Monde, la souveraineté alimentaire et des prix rémunérateurs pour tous les paysans dans tous les pays du Monde

[En savoir plus...](#)

Participer Page 7

Commerce équitable, Economie sociale et solidaire : actualités du Pcf et de son Groupe de travail

- Rencontres avec les Médias
- Présence du Groupe de travail à ...
- Réunions du groupe de travail
- Initiatives publiques, Stages
- Congrès, séminaires
- Rencontres avec ...
- Directive Bolkestein

[En savoir plus...](#)

Conférence de Hong Kong, un pas de plus... contre le commerce et l'agriculture équitables.

Ce numéro spécial est consacré à l'OMC, quelques semaines après le sommet de Hong Kong. Mieux cerner l'histoire, le fonctionnement, les enjeux traités par l'OMC est indispensable à chaque citoyenne et citoyen pour comprendre les débats et enjeux de l'OMC pour le devenir du Monde. La filiation des divers sommets, accords et organisations depuis le Gatt, premier accord sur les tarifs douaniers signé en 1947 fait découvrir que depuis 60 ans une seule logique s'applique au Monde.

Face aux décisions ultra libérales issues de Hong Kong, nous présentons quelques unes des propositions du projet du Parti communiste mis en discussion parmi ses adhérents. Il est destiné au débat de tous ceux qui souhaitent travailler à un projet de profonde transformation sociale antilibérale.

La parole est aussi à des acteurs qui ont suivi de près la conférence ministérielle de Hong Kong, syndicalistes paysans de tous les continents, intersyndicale française, ONG et membres d'ONG...

Après les échecs de Seattle et de Cancun, les dirigeants de l'OMC ont dû changer de méthode : les questions les plus conflictuelles sont traitées en dehors du sommet, excluant ainsi des négociations un grand nombre de pays membres. Les questions agricoles ont servi de monnaie d'échange pour faire sauter les barrières pour les produits industriels et les services venus du Nord.

Si certains ont pu y trouver un peu d'espoir, notamment à travers les projets de suppression des subventions aux exportations agricoles (pour 2013...), la majorité des réactions sont négatives.

Sont mis fortement en cause le manque de transparence et de démocratie, la course à la libéralisation commerciale, sans aucun recul ni évaluation critique des impacts économiques sociaux et environnementaux des libéralisations déjà imposées.

Les conséquences sociales déjà bien visibles en terme d'agriculture, de services comme l'eau ou la santé ont avivé les réactions.

La devise du commerce équitable est « **Trade not aid** », autrement dit, nous voulons vivre dignement de notre travail qui doit être correctement rémunéré, et non de charité ou de subventions.

Page 2

► Comprendre

- 01 05 : [Grande Distribution.](#)
- 02 05 : [Labels, Normes, Certification.](#)
- 03 05 : [Finances éthiques solidaires alternatives.](#)
- 04 05 : [Finances solidaires et ISR en France.](#)
- 05 05 : [Commerce Equitable Nord Sud.](#)
- 06 05 : [Tourisme solidaire et équitable.](#)
- 07 05 : [Acteurs du Commerce Equitable en France](#) et M G Buffet : LA RENCONTRE
- 09 05 : [La Filière fruits et légumes](#)
- 10 05 : [Scop Sociétés coopératives une alternative?](#)
- 11 05 : [Filière Fruits et légumes. Le royaume d'un commerce inéquitable?](#) Propositions
- 01 06 : OMC Organisation Mondiale du Commerce

► Animer des réunions : [DIAPORAMA à télécharger en ligne](#)

► Un site du PCF à votre service avec ses rubriques [Actualités](#) [Question à](#) - [Lettres mensuelles](#) - [S'Informer se Former Comprendre](#) - [Agir](#) - [Initiatives](#) - [Documents et articles presse](#) - [Espace Presse](#)

Pour consulter,
[une rubrique,](#)
[En savoir plus](#)
Ctrl + Clic

Directive Bolkestein

Nouvelle mobilisation
Samedi 11 février 2006 à Strasbourg

[En savoir plus...](#)

Partenariat

[Groupe de travail - Fondation Gabriel Péri](#)
Séminaire Commerce Equitable
19h00 [les 07 mars, 25 avril, 30 mai 2006](#)

[Recevoir La Lettr](#)

[Nous écrij](#)
[Le projet](#)
[En savoir plus](#)

Suite page 2

Cette « devise » est valable au sud comme au nord.

Les pays riches ont lancé un nouveau concept pour faire croire à leur générosité et à leur volonté de développement : l'aide au commerce, « **Aid for trade** » (ont annoncé pour 2010 : Union Européenne 2 milliards euros – USA 2,7 milliards dollars – Japon 10 milliards). Ce n'est pas ce que demandent les pays pauvres. De plus ces aides ont déjà été annoncées en 2005 sommets du G8, et du G7 pour l' « **Annulation de la dette** ». C'est le même argent que les plus riches du Monde promettent à plusieurs reprises pour des motifs différents.

A la lecture de « La Lettre », nous espérons vous convaincre que « le marché mondial est un non sens. » Il faut trouver d'autres voies que la mondialisation libérale pour les échanges entre des pays dont les situations sociales, économiques, géographiques, climatiques sont si différentes. Ni les injustices et la pauvreté, ni la préservation de l'environnement et la question de l'énergie, ni la souveraineté et la sécurité alimentaires n'entrent en ligne de compte dans les tractations de l'OMC.

C'est vraiment un tout autre choix dont notre Monde a besoin. Une OMC profondément transformée et démocratisée agirait, non pour imposer la concurrence sans contrôle dans tous les domaines, mais pour une maîtrise des marchés, dans le respect des activités qui concourent au développement humain partagé.

Sylvie Mayer

Responsable Commerce Equitable et
Economie Solidaire
1979-2004 Députée européenne
Conseillère Régionale
Responsable Environnement PC

Comprendre

En savoir plus...

Ctrl + Clic

Les liens insérés vous permettent d'accéder facilement à de nombreux compléments d'information (+1800 pages)

OMC

Organisation Mondiale du Commerce

➤ 1944 -1994 Du GATT à l'OMC

Juillet 1944 : 44 pays réunis à la Conférence internationale de Bretton Woods (États-Unis) jettent les bases du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

1946-1948 deux années de négociations pour :

- La création d'une **Organisation Internationale du Commerce (OIC)** (1948 [Charte de la Havane](#)). Elle n'entrera jamais en vigueur, faute de ratification par plusieurs pays, dont les Etats-Unis, déjà inquiets d'une perte de souveraineté.
- [L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ou GATT](#) (General Agreement on Tariffs and Trade /octobre 1947: 23 pays - janvier 1995 : 123 pays/). Le GATT, c'est un simple accord, sans le statut d'une organisation internationale. Il n'émet que de simples recommandations, sans prévoir de mesures de sanctions. De 1947 à 1994, le GATT organise des **Négociations Commerciales Multilatérales (NCM)**, pour libéraliser le commerce mondial.

Huit cycles se sont succédés.

Les cinq premiers cycles (1947 à 1967) visent la suppression des restrictions quantitatives et l'abaissement des droits de douane.

Le 6^{ème} : Kennedy Round (1964-1967 : 48 pays), et **le 7^{ème} Tokyo ou Nixon Round** (1973- 1979 : 99 pays), élargissent leurs accords aux mesures anti-dumping, aux mécanismes préférentiels jugés insuffisants par les pays en développement,.

Le 8^{ème} : Uruguay Round (1986-1994 : 125 pays, 20 000 pages) est le plus long, le plus conflictuel et le plus novateur. Il élargi la négociation aux secteurs de l'agriculture, du textile et des services. Il met déjà en évidence le conflit commercial latent entre les Etats-Unis et l'Europe (négociation agricole). Il intègre la protection de la propriété intellectuelle au sein du commerce international.

Le 1 janvier 1995, à Genève, entre en vigueur l'OMC (**Organisation mondiale du commerce, WTO World Trade Organization**), qui succède au GATT.

➤ OMC 10 ans déjà

07 1995 La Chine obtient le statut d'observateur à l'OMC.

▪ 1996 - 1997

12 1996 SINGAPOUR première conférence (127 pays).

-Accord de 28 pays dans le secteur des technologies de l'information (suppression de certains droits de douane de la filière électronique pour 2000).

-Désaccord entre les pays industrialisés et les pays en développement sur le lien entre commerce international et clause sociale.

02 1997 Accord sur l'ouverture du marché mondial des télécommunications (69 pays signataires soit 93% du marché mondial des télécommunications).

03 1997 Accord sur le commerce des technologies de l'information (éliminer les droits de douane d'ici à l'an 2000 - 39 pays :soit 92,5% du marché).

12 1997 Accord sur les services financiers (libéralisation des activités internationales des banques, assurances et sociétés de courtage à compter du 03 1999 - 72 pays).

▪ 1998 - 1999

05 1998 GENEVE deuxième conférence.

Désaccord entre les États-Unis, (accélérer la libéralisation des échanges par des négociations sectorielles) et les Européens qui veulent des négociations globales.

[SOMMAIRE](#)

OMC Structures

La structure de l'OMC comporte quatre niveaux :

1. La Conférence ministérielle.
2. Le Conseil général.
3. Trois autres conseils principaux.
4. Des comités.

1. La Conférence ministérielle :

Autorité suprême de l'OMC, elle est composée de représentants de tous les membres (Réunion tous les 2 ans, exerce les fonctions de l'OMC, est habilitée à prendre des décisions sur toutes les questions relevant de tout accord commercial multilatéral.

2. Le Conseil général

Il exerce les fonctions de la Conférence ministérielle, entre ses réunions. Composé de représentants de tous les membres il se réunit tous les 2 mois et aussi sous 2 formes spécifiques :

Organes

- de Règlement des Différends (ORD).
- d'examen des politiques commerciales des membres.

3. Trois autres conseils principaux placés sous le Conseil général

- commerce des marchandises.
- commerce des services.
- aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC).

4. Des Comités, ont été créés à différents niveaux.

Le secrétariat de l'OMC, est placé sous l'autorité du **directeur général**, désigné par la Conférence.

Le secrétariat n'a aucune capacité d'initiative reconnue. Si le Directeur général peut jouer un certain rôle au cours des négociations, c'est seulement en termes diplomatiques.

L'OMC est une petite organisation, dotée de 550 fonctionnaires, (Banque mondiale : 6.800 personnes) (FMI : 2.600) (FAO 5.100) et d'un budget de 154 millions de francs suisses (2003).

Directeurs généraux :

- 04 1995 : l'Italien Renato Ruggiero,
- 09 1999 : l'ancien premier ministre néo-zélandais Mike Moore,
- 09 2002 : l'ancien ministre du commerce thaïlandais Supachai Panitchpakdi,
- 09 2005 : Le Français Pascal Lamy

Comprendre suite 1/2...

OMC 10 ans déjà suite...

07 1999 l'ORD (Organe de Règlement des Différends) clos le différend qui oppose les États-Unis et l'Union européenne sur le boeuf aux hormones depuis 1996. Il ne retient pas le [principe de précaution](#) invoqué par l'Union européenne.

■ 2000 -2001

12 1999 SEATTLE USA troisième conférence (135 pays)

impossible de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales internationales, dit "cycle du millénaire". D'importantes manifestations d'opposants marquent la conférence. L'échec de Seattle est dû notamment aux dissensions entre les États-Unis et l'Union européenne sur l'agriculture, à l'opposition des pays du Sud insatisfaits de la mise en oeuvre des accords de l'Uruguay Round, et à la mobilisation des ONG et de la société civile.

02 2000 Les discussions sur la libéralisation (services et agriculture redémarrent.

05 2000 accord signé par la Chine et l'Union européenne : ouverture du marché chinois aux produits européens.

04 2001 Contentieux de la banane (États-Unis contre l'Union européenne) (1993), un règlement est signé. L'UE se conforme aux exigences de l'ORD et supprimera en 2006 les quotas européens réservés aux pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique).

08 2001 l'OMC donne une nouvelle fois raison à l'Union européenne dans le différend qui l'oppose aux États-Unis sur les [aides américaines aux exportations](#) .

10 2001 Ouverture, au sein de l'OMC, d'un Centre consultatif sur le droit, centre d'aide juridique destiné notamment aux pays en développement.

■ 2002-2003

11 2001 DOHA QATAR quatrième conférence, (142 pays)

- adhésion de la Chine et de Taïwan approuvée.

- lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (2002-2004) baptisé «Agenda du développement».

- agriculture : un compromis entre l'Union européenne et les pays du Groupe de Cairns rejoints par les pays en développement, prévoit le «retrait progressif des subventions à l'exportation».

- déclaration concernant l'accord sur la propriété intellectuelle et la santé publique reconnaissant "l'accès de tous aux médicaments" -qui pourra conduire les pays pauvres à suspendre un brevet sur un médicament générique en cas d'urgence -, et en reportant à 2016 l'application de l'accord ADPIC pour les pays les moins avancés (PMA).

- environnement, des négociations seront ouvertes, mais ne concerneront que les pays signataires des accords multilatéraux sur l'environnement.

- négociation sur les investissements reportée à la prochaine conférence.

02 2002 Constitution du Comité des négociations, chargé de la mise en oeuvre de l'Agenda de Doha. Il comprend tous les Etats membres et les pays en cours d'adhésion.

03 2002 l'Union européenne porte plainte suivie par le Brésil, la Norvège, la Nouvelle Zélande, l'Australie, la Chine, la Corée du Sud et le Japon contre les États-Unis suite à leur décision de taxer pour 3 ans certaines importations d'acier.

08 2002 L'arbitre confirme le jugement de l'Organe d'appel de l'OMC concernant le différend euro-américain sur les aides américaines aux exportations (FSC, Foreign Sales Corporations) et [autorise l'Union européenne à taxer ses importations en provenance des États-Unis pour un montant de 4,043 milliards de dollars](#) sanction la plus lourde jamais infligée par l'OMC.

02 2003 Tokyo Réunion ministérielle informelle de 25 pays, pour faire le point :

Des progrès sur la question de l'accès des pays pauvres aux médicaments à bas prix, et du traitement préférentiel des pays en développement. Le dossier agricole est la pomme de discorde entre les États-Unis et le Groupe de Cairns d'une part, et l'Union européenne et le Japon opposés à la levée des subventions, d'autre part.

Décembre 2005

Hong Kong

Sixième Conférence

149 Etats membres

- Les ministres adoptent une [déclaration finale](#) qui relance les négociations sur la libéralisation des échanges mondiaux, deux ans après la conférence de Cancun qui s'était achevée sans position commune.
- L'accord prévoit l'élimination fin 2013 des subventions à l'exportation des produits agricoles des pays riches, (une revendication de longue date des pays en développement).
- Les pays développés devront s'engager à importer 97% des produits des Pays les Moins Avancés (PMA) sans droit de douane ni contingent (effet 2008).
- Les subventions aux exportations de coton, notamment aux Etats-Unis, devront cesser à partir de 2006. (Pas les soutiens internes).
- Le 30 avril 2006 est proposé comme date limite pour l'adoption d'un projet d'accord global du "cycle de Doha" lancé il y a 4 ans.
- L'accord de 08-03 sur les médicaments génériques, jugé inapplicable par les bénéficiaires est intégré au texte sur la propriété intellectuelle.

Groupe de CAIRNS :

18 pays exportateurs de produits agricoles : **3 pays de l'OCDE** (Australie, Canada, Nlle Zélande) **9 latinoaméricains** (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Paraguay, Uruguay) **5 de la zone Asie pacifique** (Fidji, Indonésie, Malaisie, philippines, Thaïlande). **l'Afrique du Sud.**

ADPIC : Accord sur les aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce. Signé en 1994, il traite des droits d'auteur et de la propriété industrielle. Il statue sur des normes et non sur la réduction des droits de douane.

Référence Documentation française

Comprendre suite 2/2.

OMC 10 ans déjà suite...

03 2003 La date butoir pour les négociations agricoles et les services est dépassée.

05 2003 Les Etats-Unis, et 12 pays déposent une plainte auprès de l'OMC contre le moratoire instauré par l'Union européenne en 1999 sur l'importation de produits agricoles contenant des OGM dans l'attente d'une réglementation européenne.

06 2003 Accord européen sur la [réforme de la politique agricole commune](#) (PAC) : modification du financement du secteur agricole communautaire et rupture avec le système des aides couplées à la production. La voie est ouverte à la limitation des subventions agricoles dans le cadre des négociations commerciales multilatérales.

08 2003 [Accord sur l'accès des pays pauvres aux médicaments génériques.](#)

Plusieurs ONG dénoncent un accord complexe et difficile à mettre en œuvre.

09 2003 CANCUN MEXIQUE cinquième conférence

Face à l'absence de compromis Nord-Sud sur le dossier agricole, les pays du Sud refusent l'ouverture de négociations sur les nouveaux sujets dits "sujets de Singapour" (investissements, concurrence, marchés publics, facilitation des échanges). Pas de déclaration finale.

12 2003 George W. Bush annonce la levée des surtaxes sur les importations d'acier.

▪ 2004-2005

02 2004 L'OMC autorise l'Union européenne à prendre des sanctions contre les Etats-Unis pour n'avoir pas aboli une loi anti-dumping de 1916.

03 2004 La Commission européenne, applique les sanctions (droit de douane +5 à 17%) à l'égard des Etats-Unis qui n'ont pas modifié leur législation d'aide aux exportations

08 2004 [Accord](#) à l'OMC relançant le cycle de négociations commerciales lancé en 2001 à Doha et bloqué depuis l'échec de la conférence de Cancun en 09 2003. Compromis : une date limite pour supprimer les subventions et aides à l'agriculture des pays industrialisés – les pays en développement acceptent d'engager des négociations sur la facilitation des échanges, et la libéralisation des services - la promesse d'une prise en compte par l'OMC de la question des subventions américaines à leurs producteurs de coton.

09 2004 Condamnation des Etats-Unis à l'OMC pour les subventions aux producteurs de coton. (plainte déposée en 09 2002 par le Brésil).

10 2004 L'OMC est saisi sur les subventions européennes à Airbus et américaines à Boeing simultanément par l'UE et les Etats-Unis.

10 2004 Condamnation de l'Union européenne à l'OMC sur les subventions au sucre (régime préférentiel d'importations de sucre accordée par l'UE à l'Inde et aux pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). (demande déposée par le [Brésil](#) principal exportateur mondial de sucre, ainsi que par l'Australie et la Thaïlande).

11 2004 Confirmation de la condamnation des Etats-Unis et de Tokyo (sanctions de 40 à 50 millions de dollars et 78 millions par an) dans le différend l'opposant à l'Union européenne sur l'amendement Byrd. (législation anti-dumping approuvée par le Congrès américain en 2000).

01 2005 Fin des quotas sur le commerce des textiles dans le monde. Les pays du Nord (Union européenne et Etats-Unis) et les pays les moins développés du Sud craignent l'explosion des ventes chinoises, et des ventes indiennes.

04 2005 [Confirmation de la condamnation des subventions sucrières européennes](#)

05 2005 Accord sur le mode de calcul des droits de douane agricoles pour permettre la relance des négociations commerciales dans le cadre du cycle de Doha.

08 2005 L'OMC rejette le nouveau système d'importations de bananes prévu par l'Union européenne pour le 1er janvier 2006.

10 2005 [Nouvelle offre de l'Union européenne de baisse des droits de douane agricoles.](#) (une réduction tarifaire allant de 35 à 60% soit en moyenne de 46%) Cette proposition est désapprouvée par la France

12 2005 [Accord à l'OMC sur l'importation de médicaments génériques](#)

Pour le 1/12/2007 au plus tard, une fois ratifié par les 2/3 des 149 pays membres

12 2005 HONG KONG CHINE sixième Conférence

[SOMMAIRE](#)

Proposer

➤ PCF Un programme pour changer vraiment la vie

Pour préparer son 33ème congrès, le Parti communiste met en discussion parmi ses adhérents un projet de programme. Après adoption, il sera proposé comme contribution du PCF à l'élaboration par toutes les forces de gauche d'un véritable projet alternatif. Ce projet concerne aussi l'agriculture mondiale, et l'OMC. (Extrait) ...

1- L'agriculture, un des dix chantiers : - pour changer la vie - pour la souveraineté alimentaire - pour la rémunération du travail paysan

« Le développement agricole et agroalimentaire dont le monde a besoin aujourd'hui implique que les paysans puissent vivre de leur travail dans le cadre d'une agriculture socialement équitable, économiquement viable et respectueuse de l'environnement. **L'agriculture doit donc être libérée du carcan de l'OMC.** Contrairement aux réformes de la PAC, **une politique de prix rémunérateurs doit être pratiquée avec une préférence communautaire renouvelée et une répartition équitable des aides. La souveraineté alimentaire doit être la base à laquelle est adossée toute négociation internationale. Il faut prohiber le dumping sur les prix agricoles ... Un rapport transparent doit exister entre le prix d'achat d'un produit à son producteur et son prix de vente dans la distribution. Les marges arrières doivent être supprimées. »**

2- Agir pour un monde plus solidaire

« Au lieu de promouvoir la libéralisation du commerce international en faveur d'une libre concurrence ravageuse, **l'Europe doit se mobiliser pour l'émancipation des marchés et se déclarer zone hors AGCS, (Accord Général pour le Commerce des Services).** Le mandat des négociateurs européens dans l'OMC doit changer. Au lieu de rechercher un compromis avec les Etats Unis afin d'obtenir l'ouverture des marchés les plus prometteurs, pour leurs grands groupes respectifs, **il s'agirait de travailler à une alliance**

durable avec tous les pays qui le souhaite pour faire émerger d'autres règles plus solidaires, plus démocratiques, plus responsables. Cette alliance stratégique concerne en premier lieu les pays du Sud... Le commerce équitable doit être encouragé... »

« ...L'OMC doit être pleinement intégrée au système des Nations Unies. La dette des pays pauvres doit être annulée et les objectifs du millénaire pour réduire la pauvreté dans le monde mieux financés. »

« ..Une OMC profondément transformée et démocratisée agirait, non pour imposer la concurrence sans contrôle dans tous les domaines, mais pour une maîtrise des marchés, dans le respect des activités qui concourent au développement humain partagé... »

➤ Jean Claude Lefort

[député Pcf Val de Marne](#)

Hong Kong : un accord inacceptable

En matière agricole, les subventions à l'exportation devront être supprimées le 1er janvier 2014. Un nouveau rendez-vous est pris pour le printemps 2006 afin de faire « sauter » les barrières commerciales à l'exportation. Cette politique aboutira à des résultats évidents : une guerre agricole mondiale qui ne profitera qu'aux gros, aux puissants et qui provoquera - au Sud et en Europe - la mort des petits qui sont les plus nombreux sur notre planète. (Les petits producteurs de coton africains, (25 millions), ne résisteront pas aux 25.000 cotonniers américains amputés de 10% de leurs subventions à l'exportation mais maintenus dans 90% de soutiens internes)..

Le « déblocage » sur l'agriculture s'est accompagné d'une ouverture au produits industriels et aux services dont les acteurs principaux sont au Nord. Le dispositif « Mode 4 » ouvert à cet effet n'est rien d'autre qu'une resucée de la directive Bolkestein...

Quant aux médicaments, l'accord du 30/8/03 qui est inapplicable a été repris à l'identique, et intégré dans le texte sur la propriété intellectuelle, devenant ainsi intouchable.

➤ José Bové dénonce le compromis de Hong Kong

Le compromis de Hong Kong, est un "leurre" et une "régression" pour la

majorité des paysans de la planète. Ce compromis "favorise toujours la politique agroexportatrice, à la fois des pays riches et des grands pays émergents comme le Brésil ou l'Argentine et cela ne servira en tout cas pas la majorité des paysans.

Le vrai risque réside dans une remise en cause de la PAC (Politique Agricole Commune), alors que la majorité des paysans européens ne touchent quasiment pas d'aides, (80% perçus par 20% de riches agriculteurs).

L'accord sur l'élimination des aides à l'exportation ne concernera, qu'un excédent de production européen de 5% à 10% sur les grandes productions de base. [En savoir plus...](#)

➤ CFTD, CFTC, CGT, UNSA Déclaration commune Paris 7 décembre 2005

Les organisations syndicales françaises, avec la [Confédération Européenne des Syndicats](#) (CES), sont convaincues qu'un système commercial plus ouvert, plus régulé et plus équitable est un instrument de paix et de prospérité.

Un développement équilibré du commerce mondial doit promouvoir un travail décent tel que défini par l'OIT ([Organisation internationale du travail](#)), et l'accès au progrès social pour les plus démunis. Elles revendiquent que la dimension sociale soit incluse dans les négociations d'ouverture des marchés, ce que refuse actuellement une partie des gouvernements membres de l'OMC. Elles revendiquent aussi une Organisation mondiale du commerce plus transparente et articulée avec les organisations des Nations Unies dans une perspective de gouvernance mondiale...

➤ ATTAC [En savoir plus...](#)

Appelle à une large mobilisation contre une OMC plus menaçante que jamais. Une mobilisation pour imposer une autre mondialisation, où les échanges de produits agricoles se règlent dans le respect du droit à la souveraineté et à la sécurité alimentaires, où la défense des droits humains, sociaux, environnementaux, ainsi que de la démocratie, passe avant les droits du commerce et des entreprises.

[SOMMAIRE](#)



OMC : Sourde et aveugle aux points de vue des paysans du Monde

Le 17 décembre, à l'issue du sommet de Hong Kong, une conférence de presse a rassemblé des paysans de tous les continents.

FRANCE : Gérard Renouard, producteur de lait et viande bovine, président de « Agriculteurs français pour le développement international » et membre de la FNSEA.

« La libéralisation totale ...est une forme de folie qui ne peut aboutir qu'à diminuer le nombre de paysans par leur élimination progressive.... »

« Les agricultures dans le monde bénéficient de conditions politiques économiques, climatiques... intrants... semences... tellement différentes que c'est un non sens de les mettre ensemble sur le même marché. La notion de marché mondial n'a pas de sens...Les paysans doivent pouvoir se protéger comme nous avons su le faire en Europe....L'enceinte de l'OMC ...ne va pas dans le bon sens. »

« La notion de marché mondial n'a pas de sens... protection des paysans partout »

« Défendre l'agriculture familiale dans le monde entier »

BRESIL : Alberto Broch, Contag Brésil, de COPROFA qui relie des milliers de paysans dans 7 pays d'Amérique latine. La COPROFA dénonce la situation des paysans qui n'ont pas accès à la nourriture. « Nous devons défendre l'agriculture familiale dans le monde entier... »

Altemir Tortelli, producteur de lait vient du « vrai Brésil où vivent 90% des agriculteurs familiaux qui produisent pour le marché intérieur et où 80% des agriculteurs sont en situation précaire ». « Si le Brésil ouvre ses frontières, 1 million de producteurs de lait sur 1,8 millions seront exclus de la production ». Altemir propose :

- d'établir le droit à la protection des marchés ;
- de définir des prix rémunérateurs ;
- de reconnaître la fonction des agriculteurs familiaux qui peuvent nourrir le peuple.

« - Droit à la protection des marchés »

- Prix rémunérateurs »

« FMI et Banque mondiale responsables de la libéralisation des marchés »

AFRIQUE : Ndiogou Fall président du ROPPA plus de 35 millions de paysans africains. « Les populations ne peuvent plus vivre de leur agriculture. Elles ne peuvent plus vendre leurs produits sur leurs propres marchés... Ndiogou dénonce les politiques du FMI et de la Banque Mondiale qui ont enclenché le processus de libéralisation du marché.

CANADA : André Beaudoin membre des producteurs de lait du Québec : « ... ce sont des technocrates qui décident de l'alimentation mondiale alors qu'il faut défendre la souveraineté politique ». L'OMC doit revenir sur des principes fondamentaux.

« Primauté de la souveraineté politique sur les technocrates »

ETATS-UNIS : George Naylor, du National Family Farm Coalition des Etats-Unis : « Les politiques de libre échange ne permettent pas de maintenir le revenu. On entre dans un cercle vicieux : produire plus, utiliser de nouveaux intrants, de nouvelles technologies pour compenser la baisse du revenu... avant l'introduction de l'OMC : un prix planché était fixé et obligeait les entreprises à payer un prix minimum...Chaque pays doit pouvoir produire sans que son marché connaisse des prix inférieurs aux coûts de production. »

« Pas de prix inférieurs aux coûts de production sur les marchés nationaux »

« Produire pour les marchés locaux et protéger l'agriculture de chaque pays »

NORVEGE : Hildegahn Gjengedal Fédération des coopératives agricoles de Norvège. « En Norvège l'agriculture n'est pas très importante... Tous les pays devraient produire pour leur marché local et national. Chaque pays doit pouvoir protéger son agriculture »

JAPON : M Chochuemon producteur de riz au Japon, membre d'un syndicat de 30 000 membres. Depuis l'entrée du Japon à l'OMC, ses revenus sont faibles car le prix du riz et des légumes a chuté. « Les importations de riz ont été multipliées par 8, celles des légumes par 3 ou 4. Le Japon importe 60% de sa consommation alimentaire.... Aucun agriculteur ne bénéficie de la politique d'ouverture des marchés. Seules de grandes entreprises sont gagnantes... »

« Seules les grandes entreprises bénéficient de l'ouverture des marchés »

EUROPE : Xavier Beulin du COPA regroupant 25 organisations européennes. « Le projet de déclaration de Pascal Lamy est une approche technique inacceptable. Protection des marchés, meilleure régulation des échanges, aucune réponse de l'OMC n'est satisfaisante...Le soi disant cycle de développement va créer plus de pauvreté. » Il demande la garantie des marchés locaux et la régulation de la demande sur les marchés nationaux et internationaux.

« Garantie des marchés locaux, et régulation de la demande locale et nationale »

Participer

Directive Bolkestein Nouvelle mobilisation

Samedi 11 février 2006 à Strasbourg

**Manifestation des associations, mouvements,
ONG et partis politiques contre la proposition
de directive européenne sur les services**

Le 14 février 2006 le Parlement européen se prononcera sur la directive de libéralisation des services dans l'Union Européenne.

**Une approbation et ce sera l'installation
définitive d'échanges inéquitables.**

Après la conférence organisée à Bruxelles par le groupe parlementaire de la Gauche Unitaire Européenne pour relancer la mobilisation, il reste un mois pour montrer **aux parlementaires européens** et aux gouvernements des Etats membres de l'Union européenne l'ampleur du refus citoyen à cette proposition et au modèle de société qu'ils mettent en place.

**Montrons notre capacité à nous mobiliser sur
un enjeu majeur de société
Montrons l'ampleur de l'opposition citoyenne
aux politiques néolibérales de l'Union
européenne soutenues par nos
gouvernements.**

Inscriptions individuelles
ou collectives (sections, fédés, collectifs)
Madeleine Hivernet
mhivernet@pcf.fr + 01 40 40 12 12.

[En savoir plus...](#)

Offre d'activité bénévole

à domicile ou Place Colonel Fabien Paris

Le développement des activités du groupe de travail exige la constitution d'une équipe bénévole de secrétariat aux tâches variées (courrier, prise de rendez-vous - gestion de la LETTRE et du fichier adresse, saisie de nouvelles adresses - organisation des forums débats en province, mise à jour du site internet..).

Vous disposez régulièrement de quelques heures chaque mois, partagez avec nous le plaisir d'un travail en équipe.

Merci à René Fredon qui a déjà décidé de nous consacrer quelques heures par mois.

Deux ou trois volontaires supplémentaires seraient les bienvenus.

Conférences - Débats - Initiatives

▪ Rencontres avec les Médias

23/11/05 Lille :

- Radio Lycée Collège François Prouvé
1h30 d'émission avec 5 lycéens (porte parole de leurs classes) et Artisans du monde.
- Radio Campus Lille.
- France Bleue Nord.
- Conférence de presse ([siège de la Fédération Pcf 59](#)).
- 20 Minutes Lille, Voix du Nord, Liberté.

8 et 9/12/05 Aveyron

- Radio Totem – Radio Saint Afrique – TV Najac.
- La Dépêche et Midi Libre (Millau - Villefranche de Rouergue éditions locales et régionales) Villefranchois, Le Journal de Millau (presse écrite et presse web).

19/12/05 Interview Agra Presse

▪ Présence du Groupe de travail à...

15/11/05 Région ile de France : rencontre sur les SCIC ([société coopératives d'intérêt collectif](#)).

24/11/05 Colloque CGT sur l'économie sociale.

26/11/05 Atelier « Entreprises » de la Rencontre des Forums du PCF.

▪ Réunions du groupe de travail

01/12/05 Réunion mensuelle.

19/01/06 Collectivités et commerce équitable avec des cadres territoriaux.

19/01/06 Réunion mensuelle.

21/01/06 Stage formation participants au Groupe de travail.

23/02/06 Réunion mensuelle.

▪ Stages

commerce équitable, économie sociale et solidaire

28/01/06 avec [l'Union des étudiants communistes](#).

▪ Initiatives publiques

08/12/05 [Café citoyen du Pcf à Millau](#).

09/12/05 Grange citoyenne à La Fouillade (12).

25/01/06 Débat public du [Pcf 38](#) Salaize sur Sanne (38).

03/02/06 Débat public du Pcf Cholet (49).

▪ Congrès et séminaires

17/01/06 Séminaire [Fondation Gabriel Péri](#) (Première séance) et les 07/03 – 25/04 – 30/05/2006.

26/01/06 Congrès de la [Fédération nationale des producteurs de fruits](#) (Table ronde avec les Partis représentés à l'Assemblée nationale) Roussillon (38).

04/02/06 Convention des Verts sur l'économie sociale et solidaire (Table ronde avec Alain Lipietz, Patrick Viveret, Marie Hélène Gillig : Finansol, le PS) Nantes.

▪ Rencontres du Groupe de travail avec..

Pour une filière équitable fruits et légumes

16/01/06 [CLCV](#) Confédération du Logement et du cadre de vie.

17/01/06 [UNAF](#) Union nationale des Familles.

19/01/06 [INDECOSA](#) Association de consommateurs CGT.

➤ Vous souhaitez organiser localement des rencontres avec les organisations que nous rencontrons. Nous pouvons vous accompagner pour les réussir.

[SOMMAIRE](#)